

Pour sauver l'UNEF

par Jean-François PERTUS

secrétaire national des Etudiants socialistes unifiés

EN quinze jours de crise, l'U.N.E.F. a eu le temps de faire parler d'elle, de façon plus ou moins juste, en raison de l'atmosphère particulière de ses assemblées et de la difficulté qu'on éprouve à comprendre les différentes luttes qui s'y déroulent.

La crise de l'Union étant maintenant provisoirement résolue « *Combat* » a jugé intéressant de donner la parole à l'un des acteurs, ou des spectateurs privilégiés, de ce débat, Jean-François Pertus de l'Association des étudiants en droit de Paris. Il n'a pas de poste dans le nouveau bureau mais son action et son poste de secrétaire national des étudiants du Parti socialiste unifié en font un interlocuteur plus que valable.

Après ce qu'une partie de la presse a appelé, avec quelque légèreté, la « prise en main » de l'Union nationale des étudiants de France par les étudiants socialistes unifiés, il est bon de remettre un certain nombre de choses au point. Il n'est bien entendu pas question de masquer le fait que des militants des E.S.U. participent à la direction de l'UNEF ou de certaines associations générales d'étudiants. Il convient de préciser les raisons et les formes de cette participation.

Politique et syndicalisme

Le problème qui se trouve d'abord posé est celui des rapports de la politique et du syndicalisme. Autrement dit, comment des militants politiques sont-ils fondés à intervenir, dans le syndicat ?

Deux réponses à cette question nous paraissent erronées. La première, issue des vieilles conceptions social-démocrates tend à établir

une cloison étanche entre syndicat et parti politique et donc à réduire le syndicat à un moyen de défense des intérêts à très court terme de ses adhérents.

La seconde réponse est celle, bien connue, de la « courroie de transmission » qui correspond à l'établissement d'une fausse hiérarchie entre le parti et le syndicat. En réalité, le travail des militants politiques à l'intérieur du syndicat doit tendre à faire naître de la confrontation d'une ligne politique et d'une pratique syndicale se heurtant au concret une stratégie syndicale adaptée à la fois à l'intervention sur le champ syndical et à la situation politique globale. Le rôle de l'organisation politique n'est pas seulement de mettre en évidence les prolongements politiques de l'action syndicale. Il est aussi de fournir au syndicat des militants formés c'est-à-dire capables d'apprécier politiquement la situation syndicale dans

laquelle ils agissent. En ce qui concerne l'UNEF, cette conception s'appuie sur les analyses qui fondaient, lors de son congrès de Dijon, le choix du syndicat étudiant de se donner une « orientation universitaire » c'est-à-dire <fondée> sur l'affirmation de la relative autonomie de l'Université par rapport à l'économie et de la spécificité du milieu étudiant. Cela implique la possible remise en cause des structures actuelles de l'économie et de la société à travers une contestation des structures de l'Université.

Refuser un corporatisme politisé

C'est cet acquis du syndicalisme étudiant que méconnaissent les associations générales groupées autour de St-Etienne qui ont présenté la motion minoritaire à l'Assemblée générale. Ces associations dont l'influence qu'a sur elles le Parti communiste n'est un secret pour

personne ont reçu de la part des « apolitiques » (corporatistes de droite) un soutien aussi inattendu que tenace qui n'est pas sans signification. Ce qui est en jeu, les débats de cette assemblée générale l'ont clairement montré, c'est la possibilité d'un syndicalisme étudiant autonome. Ce qui est en jeu c'est la volonté des militants étudiants de contester d'une manière cohérente la société néo-capitaliste en luttant contre l'Université technocratique que veut instaurer le plan Fouchet. Ce qui est en jeu c'est l'originalité d'une UNEF qui refuse de se sacrifier sur l'autel de la « démocratie véritable » et de « l'alliance sans exclusive de tous les républicains ». Car le « corporatisme politisé » n'est pas seulement une pratique syndicale. Il est aussi un certain mode de politisation. Il pose le problème de la vie politique en milieu étudiant. Dimanche dernier les militants étudiants ont refusé de céder au confort intellectuel de ce qu'on appelle « forces démocratiques ». Ils ont refusé de réduire la lutte des classes à

la lutte contre le « pouvoir personnel ».

Il reste que les analyses formulées par l'UNEF depuis quatre ans ont besoin d'être prolongées et que l'état actuel du mouvement permet difficilement la mise en œuvre d'une action revendicative correspondant aux objectifs et aux exigences définis ou à définir. Pour sauver l'UNEF, pour préserver son originalité, il faut bien résoudre ses difficultés financières et organisationnelles (et elles sont considérables). Il faut surtout informer les étudiants et former les cadres et militants syndicaux. Actuellement, l'UNEF manque presque autant d'animateurs que d'argent. C'est dans cette perspective que l'on doit inscrire la préparation du prochain congrès. Il est nécessaire que l'organisation syndicale des étudiants progresse dans la solution du problème que posent les rapports de l'Université à l'économie. C'est de cette progression que dépendent à la fois la possibilité de définir plus précisément les conditions

d'une action revendicative et la formation d'un nombre suffisamment grand de militants capables d'animer une telle action.

L'objectif des E.S.U. en tant que militants politiques travaillant à l'intérieur du syndicat étudiant est de créer les conditions d'une pratique syndicale non corporatiste, objectif que les autres tendances « de gauche » de l'UNEF ne sont pas parvenues à atteindre, peut-être justement parce qu'ils ne disposaient pas d'un groupe politique structuré et nationalement implanté. C'est lorsque ce processus de reconstruction politique et organisationnelle sera engagé qu'une nouvelle distanciation pourra et devra s'opérer entre l'organisation politique et l'organisation syndicale.